

2019 RAPPORT ANNUEL

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES



SOMMAIRE

p. 03 Éditorial

p. 04 Activités

p. 06 Externe & interne

p. 09 Comptes

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES

Schwanengasse 9
3011 Bern

Téléphone 031 311 07 70
sekretariat@sosf.ch
www.sosf.ch

PC-Konto 30-13574-6
IBAN CH03 0900 0000 3001 3574 6
BIC POFICHBEXXX

Impressum

Rédaction: Amanda Ioset, Heiner Busch, Stéphanie Nagy
Mise en page: Simone Kaspar de Pont
Traductions: Amanda Ioset, Marianne Benteli



Une année de bouleversements et de résistances

2019 a été marquée par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'asile. Désormais, la plupart des requérant·e·s d'asile sont hébergés dans des grands centres fédéraux austères, où règne un régime sécuritaire et infantilisant. L'accès à certains droits fondamentaux comme la santé ou l'éducation n'est pas toujours garanti. Les centres, gérés la plupart du temps par des entreprises privées mandatées par la Confédération, sont souvent isolés du monde et ressemblent à des prisons. Pourtant, les personnes solidaires sont au rendez-vous. Cette restructuration force les militant·e·s et les bénévoles à repenser leur engagement et à s'approcher des nouveaux lieux de vie des exilé·e·s. Cette réinvention est nécessaire pour casser l'isolement et développer de nouvelles formes de résistance face à un système qui n'a aujourd'hui fait ses preuves qu'en matière de déshumanisation et de répression. La résistance s'est aussi développée et organisée face à la criminalisation

de la solidarité. Non, aider une personne dans le besoin sans en tirer de profit personnel ne doit en aucun cas être punissable. C'est l'idée qu'ont défendu près de 30 000 personnes en signant la pétition « La solidarité n'est pas un crime ».

Solidarité sans frontières mobilise différents moyens – lobbying, mise en réseau, soutien aux organisations de base – pour lutter contre l'obscurantisme et l'indifférence. De nouveaux combats nous attendent dans les années à venir, entre autres en raison des attaques qui se préparent contre la sécurité sociale des personnes étrangères. Nous remercions tous nos membres, sympathisant·e·s, donateurs·trices et partenaires : nous sommes fiers de lutter avec vous face à un système qui, en violant les droits des personnes migrantes, s'attaque aux fondements même de notre humanité.

Sophie Guignard, co-présidente
Hilmi Gashi, co-président

- 4 Solidarité sans frontières a mené quatre projets principaux au cours de l'année 2019.

Observation de la restructuration

La nouvelle loi sur l'asile est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2019. À compter de cette date, toutes les nouvelles demandes d'asile déposées sont traitées selon des nouvelles procédures : la procédure accélérée et la procédure Dublin (dans les centres fédéraux d'asile CFA) et la procédure étendue (dans les cantons). Cette restructuration représente un important bouleversement et de grands risques pour le respect des droits des exilé·e·s. C'est pourquoi Solidarité sans frontières s'est lancée dans une observation de la restructuration, en organisant des « focus groups » dans chaque région d'asile pour aller à la rencontre de la société civile active dans ou près des CFA. Le projet se poursuivra en 2020 avec la publication d'un rapport.

Journée d'étude

Le 7 septembre 2019, Solidarité sans frontières et le Syndicat des Services publics (SSP) ont organisé ensemble une journée nationale d'étude intitulée « Réfugié·e·s : éducation, intégration et émancipation ». Avec cette rencontre, nous cherchions à mettre autour d'une même table les exilé·e·s, les spécialistes de l'éducation et les activistes, dans le but d'échanger et d'analyser ensemble la politique éducative suisse. Ce fût un succès ! Environ 200 personnes ont participé au plénum, aux discussions et aux ateliers. Un document de revendications qui dresse un état des lieux critique du système éducatif suisse a été discuté et commenté. Il servira de base à une vaste campagne pour améliorer l'accès des exilé·e·s à l'éducation. Comme le disait Nelson Mandela : « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde ».

**Journée
d'étude
«Réfugié·e·s :
éducation,
intégration et
émancipation»
le 7 septembre
2019 à Berne.**



«Stichwort Asyl»: un outil à l'usage des journalistes.



Logo de notre campagne
«La solidarité n'est pas un crime».

Publication de « Stichwort ASYL »

Depuis un certain temps, nous voulions développer une version allemande du « Mémo[ts] à l'intention des journalistes pour parler d'asile et de migration », une brochure publiée par Vivre Ensemble en Suisse romande en 2017. C'est désormais chose faite ! En collaboration avec Vivre Ensemble, le HCR, Amnesty International, syndicom et le syndicat suisse des mass media, l'équipe de Solidarité sans frontières s'est attelée à la traduction et à l'adaptation de ce « Mémo[ts] », devenu en allemand « Stichwort ASYL – Hinweise für JournalistInnen ». Ce document est destiné aux journalistes, quotidiennement amenés à décrire les réalités complexes de la migration, et ce avec des contraintes professionnelles toujours plus difficiles. Cet outil doit les aider à apporter au public un éclairage précis et exempt de préjugés. Le lancement de « Stichwort ASYL » a eu lieu à Berne le 19 septembre 2019, avec une conférence de presse suivie d'un atelier animé par l'auteur et ancien chef de rédaction à SRF2Kultur Christoph Keller.

Campagne « La solidarité n'est pas un crime »

En Suisse, depuis 2008, plus de 9000 personnes ont été condamnées pour violation de l'article 116 de la Loi sur les étrangers et l'intégration (incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux). Une grande partie de ces condamnations concernent des personnes qui ont agi pour aider des exilé·e·s en situation de détresse et n'en ont tiré aucun profit personnel. C'est le cas de notre ancienne secrétaire générale Anni Lanz, du pasteur Norbert Valley ou de l'ancienne députée tessinoise Lisa Bosia Mirra. Parce que nous considérons que la solidarité doit être encouragée et non criminalisée, Solidarité sans frontières a mené en 2019 une campagne pour demander la modification de l'article 116 LEI. Avec Amnesty International, nous avons remis le 4 décembre 2019 aux services du parlement une pétition munie de près de 30 000 signatures pour demander d'en finir avec le « délit de solidarité ».

6 Communication

La publication du bulletin quatre fois par année, l'actualisation du site internet et les partages via les réseaux sociaux et notre newsletter sont des moyens essentiels pour être en contact avec nos membres et sympathisant·e·s. En 2019, les dossiers du bulletin ont été consacrés aux thèmes suivants: « Aide d'urgence – un régime discriminatoire » (mars); « Migration, éducation, émancipation » (juin), « Droit des étrangers – état des lieux » (septembre); et « Nouveau parlement – impasse ou changement de cap? » (décembre). Nous remercions tous les contributeurs et toutes les contributrices, Simone Kaspar de Pont pour la mise en page du bulletin, ainsi que Marianne Benteli, Olivier von Allmen, Sylvie Colbois et Alain Perrinjaquet pour leurs traductions.

Interne

Présidence

Sophie Guignard (Droit de Rester Fribourg) et Hilmi Gashi (Responsable domaine Groupes d'intérêts à Unia).

Comité

Le comité s'est réuni 9 fois pour préparer les actions et élaborer les prises de positions de l'association. Le comité est composé de: Claude Braun (FCE, Longo Mai), Peter Frei (avocat Anwaltskollektiv), Maria Furrer, Balthasar Glättli (conseiller national Les Verts), Kiri Santer (Watch the Med Alarm Phone, Droit de Rester Lausanne), Laura Stämmer (Anlaufstelle für Sans-Papiers Basel), Hanna Stoll (Zurich Legal).

Secrétariat

Amanda Ioset (secrétaire générale), Beni Müller, puis Stéphanie Nagy (secrétariat, finances), Heiner Busch (archives, bulletin)



Amanda Ioset
(secrétaire générale),
Stéphanie Nagy
(secrétariat,
finances),
Heiner Busch
(archives, bulletin)



Bénévoles

Comme chaque année, nous avons pu compter sur l'aide précieuse de nos bénévoles. Un grand merci à elles et eux!

Stagiaire

Ariane Tripet a soutenu le secrétariat à partir d'octobre 2019 dans le cadre de la campagne « La solidarité n'est pas un crime ». Elle a également organisé l'évènement de soutien à Julian Assange le 19 décembre à Genève.

Les organisations représentées au Vorstand

Droit de Rester Fribourg

Fondé en janvier 2017, Droit de Rester Fribourg est un collectif petit mais vaillant. Chaque mois, il organise une permanence, où les personnes en exil peuvent venir demander aide, conseils et soutien. Ces rencontres sont révélatrices de la situation des exilé·e·s dans le canton de Fribourg: les personnes sont isolées et livrées à elles-mêmes. Les militant·e·s de Droit de Rester effectuent des tâches que l'État devrait normalement accomplir: fournir des couvertures aux personnes dormant dans les abris de protection civile glaciaux en

hiver, accompagner des femmes victimes de violences sexuelles et faire en sorte qu'elles soient prises en charge, ou encore insister auprès du canton pour que l'aide d'urgence soit accordée aux personnes qui y ont droit.

L'organisation d'une résistance efficace prend du temps, mais Droit de Rester Fribourg est bien décidé à continuer sur sa lancée en soutenant les personnes exilées tout en dénonçant leurs conditions d'existence.

Forum civique européen

Fin mars, une délégation internationale de six membres s'est rendue en Bosnie pour enquêter sur la situation des réfugié·e·s à cette frontière extérieure de l'UE. La délégation était organisée par le Forum civique européen et mandatée par Sosf.

Le canton d'Una Sana avec les deux villages de Bihać et Velika Kladuša est la région située le plus au nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine et a une frontière avec la Croatie. Depuis la fermeture de la route des Balkans en 2016, cette nouvelle route via la Serbie et la Bosnie-Herzégovine a été créée. Des milliers de réfugié·e·s y passent pour tenter d'atteindre la Croatie et depuis là, se rendre en Slovénie et en Italie pour entrer dans l'UE. Cependant, le voyage se termine pour la grande majorité à Una Sana.

La visite de la délégation sur place a permis de se faire une idée de la pauvreté et de la brutalité dont les réfugié·e·s sont victimes. Des centaines de cas de violence à leur rencontre de la part des autorités ont été documentés. Au nom de l'UE et de la Suisse, Zagreb assume le rôle de chien de garde pour fermer la forteresse Europe et empêcher leur entrée dans l'UE. Le FCE et Sosf continueront à suivre l'évolution de la situation sur le terrain et demandent aux autorités suisses et européennes de faire pression sur les autorités croates pour qu'elles mettent fin aux brutalités.



Une mobilisation avec le Forum civique européen pour demander à la Suisse d'accueillir des réfugié·e·s bloqués en Bosnie.

Les migrant·e·s d'Unia

Plus de la moitié des membres d'Unia sont des migrant·e·s. Le principe d'organisation des collègues étrangers - indépendamment de leur statut de séjour - afin de défendre ensemble les droits des travailleurs et des travailleuses reste valable. Le cadre structurel est fourni par le groupe d'intérêt migrant·e·s. Il représente les intérêts spécifiques des migrant·e·s à l'extérieur et au sein d'Unia. En tant qu'organe d'Unia, le GI migrant·e·s a le droit de déléguer des représentant·e·s dans les comités nationaux et régionaux et de présenter des demandes au niveau régional et national. Ce positionnement structurellement fort crée de bonnes conditions pour l'égalité des chances de participation, par exemple sur le positionnement stratégique du syndicat sur la politique migratoire.

Nous sommes convaincus que toute exclusion et discrimination affaiblit la position des salarié·e·s dans leur ensemble. La lutte pour les droits des migrant·e·s est donc représentative d'un combat pour les droits de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses. Avec ce combat solidaire, nous renforçons notre engagement contre le racisme et la xénophobie en Suisse.

Pour en savoir plus sur Unia et ses positions sur les questions de politique migratoire :

www.unia.ch/migration

8

WatchTheMed Alarm Phone

En octobre 2019, WatchTheMed Alarm Phone a fêté cinq ans d'existence. Ce sont près de 60 mois au cours desquels ce réseau transnational, qui opère via une ligne téléphonique d'urgence pour les migrant·e·s se trouvant en situation de détresse en mer, a été en contact avec près de 2800 embarcations sur les différentes routes de la Méditerranée. Ce sont 1800 jours durant lesquels des militant·e·s étaient joignables jour et nuit pour accompagner et soutenir à distance des bateaux sur leur chemin périlleux. Personne n'aurait pu anticiper le succès de ce projet lorsqu'il a été lancé en octobre 2014 par une cinquantaine d'activistes. Aujourd'hui, le réseau rassemble environ 200 personnes dans de nombreuses villes d'Europe et d'Afrique du Nord. L'Alarm Phone est devenu une infrastructure durable en faveur du droit à la liberté de circulation qui accompagne les mouvements migratoires dans leur lutte persévérante contre le régime frontalier de l'UE. Pourtant, même si cet anniversaire a permis de célébrer la diversité et la durabilité d'un réseau, témoignant de la ténacité d'un mouvement plus large qui lutte pour une fin des décès en mer, il a laissé un arrière-goût amer. Aujourd'hui, nous sommes bien loin d'un scénario où le passage sûr de la mer est garanti pour tou·te·s. Le projet demeure donc malheureusement plus nécessaire que jamais.

Plateforme pour les sans-papiers

La plateforme pour les sans-papiers est un groupement d'organisations de différents cantons, d'ONG locales et nationales, d'églises, d'organismes d'aide, de syndicats, de partis et de parlementaires ainsi que de personnes qui soutiennent les objectifs de la plateforme. Elle défend les droits et les demandes des sans-papiers et vise à faciliter leur accès à un statut juridique stable en s'efforçant de les régulariser. Elle soutient et encourage les efforts politiques

visant à améliorer la situation juridique, sociale et économique des sans-papiers, les réseaux et les coordinations au niveau national. En 2019, elle a procédé à un échange de vues intensif sur la pratique des cas de rigueur. De nombreux membres ont ensuite participé à une table ronde avec le SEM sur ce sujet en novembre et ont fait pression pour que des progrès soient enfin réalisés dans la mise en œuvre et l'amélioration du règlement sur les cas de rigueur.

Zurich Legal

Zurich Legal est une petite organisation de Zurich qui a pour but de défendre les droits des personnes qui sont limitées dans l'application de leurs droits en raison de leur statut de séjour. Concrètement, cela signifie que nous traitons des cas juridiques dans lesquels des personnes sont touchées par des mesures coercitives ou des sanctions en vertu de la loi sur les étrangers en raison d'un séjour illégal. Nous sommes près de dix militant·e·s et avocat·e·s qui prennent en charge les affaires juridiques eux-mêmes ou les renvoient à d'autres avocat·e·s. L'organisation a été fondée en 2018 pour mettre en commun les connaissances juridiques spécifiques dans ce domaine. C'est aussi une conséquence de l'application rigoureuse et souvent inadmissible de sanctions et de mesures coercitives à l'encontre des sans-papiers, en particulier à Zurich. Cumulativement, une personne peut être condamnée en Suisse à cinq ans et demi de prison simplement pour avoir été présente sans permis de séjour. En outre, ces procédures se déroulent souvent sans représentation juridique - dans le cadre de procédures pénales «ordinaires» assorties de sanctions si drastiques que cela serait illégal. Zurich Legal tente de combattre ces contradictions par l'éducation et le travail juridique et d'aider les personnes concernées à obtenir au moins leurs droits minimums.

Compte de résultats du 01.01.2019 au 31.12.2019

2019

2018

Produits				
Cotisations des membres et dons				
Abonnements individuels	50'758.00	23.4%	49'393.10	24.6%
Cotisations individuelles	59'748.00	27.5%	54'960.00	27.3%
Abonnements organisations	3'720.00	1.7%	4'560.00	2.3%
Cotisations organisations	7'650.00	3.5%	6'000.00	3.0%
Contributions mensuelles	6'800.00	3.1%	5'220.00	2.6%
Dons individuels	76'787.43	35.4%	69'790.20	34.7%
Dons organisations	11'030.00	5.1%	11'031.80	5.5%
Total Cotisations des membres et dons	216'493.43	99.8%	200'955.10	99.9%
Autres produits				
Vente de matériel	479.05	0.2%	110.20	0.1%
div. revenus/honoraires	0.00		55.90	0.0%
Total Autres produits	479.05	0.2%	166.10	0.1%
Total PRODUITS	216'972.48	100.0%	201'121.20	100.0%
CHARGES				
Frais de personnel				
Salaires	136'725.58	63.5%	130'078.20	65.0%
AVS	10'858.15	5.0%	10'911.50	5.4%
Autres charges sociales	7'206.25	3.3%	9'276.55	4.6%
Frais de personnel projets (partie)	-12'210.00	-5.7%	-20'700.00	-10.3%
Formation (continue)	260.00	0.1%	180.00	0.1%
Frais de déplacement/Frais personnel	1'291.70	0.6%	1'200.00	0.6%
Total Frais de personnel	144'131.68	66.9%	130'946.25	65.4%
Charges locaux				
Loyer charges comprises	17'831.55	8.3%	17'563.85	8.8%
Total Charges locaux	17'831.55	8.3%	17'563.85	8.8%
Charges d'exploitation et administratives				
Acquisitions	245.75	0.1%	97.00	0.1%
Matériel de bureau	1'402.50	0.7%	513.68	0.3%
Abonnements	849.00	0.4%	723.00	0.4%
Frais de port général	1'605.55	0.7%	488.70	0.2%
Informatique	381.10	0.2%	1'042.65	0.5%
Page internet/Infrastructure	2'805.95	1.3%	0.00	
Téléphone/Fax/Internet	692.15	0.3%	1'951.79	1.0%
Copies	1'058.70	0.5%	634.50	0.3%
Frais Compte postale	978.20	0.5%	606.40	0.3%
Comptabilité et révision	4'092.85	1.9%	4'190.85	2.1%
Documents	50.00	0.0%	67.00	0.0%
Impression Bulletin	20'706.05	9.6%	19'188.10	9.6%
Traduction Bulletin	6'384.00	3.0%	6'259.00	3.1%
Frais de port Bulletin	4'528.70	2.1%	6'397.70	3.2%
Acquisition nouveaux membres	5'723.25	2.7%	6'336.95	3.2%
Rapport annuel/publication	309.10	0.1%	432.65	0.2%
Cotisation membre	1'241.94	0.6%	1'238.89	0.6%
Frais association	277.45	0.1%	403.10	0.2%
Autres charges	189.05	0.1%	1'199.05	0.6%
Total Charges d'exploitation et adm.	53'521.29	24.8%	51'751.01	25.8%
Total CHARGES	215'484.52	100.0%	200'261.11	100.0%
Résultat ordinaire	1'487.96		860.09	
Décompte Projets				
Charge who ist who	0.00		-321.30	-37.5%
Produit Dublin	2'000.00	85.4%	7'245.00	845.5%
Charge Dublin	0.00		-6'391.95	-746%
Produit Solilauf gg. Rassismus	0.00		136.00	15.9%
Produit Demo	0.00		46'403.80	5415.4%
Charge Demo	0.00		-46'214.66	-5393.3%
Produit Artikel 116	8'023.17	342.5%	0.00	
Charge Artikel 116	-7'889.25	-336.8%	0.00	
Produit Projects Mémots	7'680.00	327.9%	0.00	
Charge Projects Mémots	-7'533.30	-321.6%	0.00	
Produit Projects Neustrukturierung	170.00	7.3%	0.00	
Charge Projects Neustrukturierung	-108.20	-4.6%	0.00	
Produit Projects Fachtagung Bildung	3'610.00	154.1%	0.00	
Charge Projects Fachtagung Bildung	-3'610.00	-154.1%	0.00	
Total Décompte Projets	2'342.42	100.0%	856.89	100.0%
BÉNÉFICE	3'830.38		1'716.98	

10 Bilan au 31.12.2019

	2019		2018	
ACTIFS				
Actifs circulants				
Caisse	292,55	0,3%	221,75	0,2%
Compte de chèque postal Berne	77.132,49	82,9%	75.848,51	82,0%
E-Deposit CP 92-813466-2	9.423,20	10,1%	9.423,20	10,2%
Actifs transitoires	3.727,50	4,0%	4.532,60	4,9%
Dépôt garantie BEKB 7.393.457.43	2.511,00	2,7%	2.511,00	2,7%
Total Fonds de roulement	93.086,74	100,0%	92.537,06	100,0%
Actifs immobilisés				
Ordinateur	1,00	0,0%	1,00	0,0%
Actifs immobilisées	1,00		1,00	
Total Actifs immobilisées	1,00	0,0%	1,00	0,0%
Total ACTIFS	93.087,74	100,0%	92.538,06	100,0%
PASSIFS				
Fonds étrangers				
Passifs transitoires	2.129,15	2,3%	5.409,85	5,8%
Fonds étrangers à court terme	2.129,15	2,3%	5.409,85	5,8%
Réserve projets	43.614,77	46,9%	43.614,77	47,1%
Réserves	43.614,77	46,9%	43.614,77	47,1%
Total Fonds étrangers	45.743,92	49,1%	49.024,62	53,0%
Fonds propres				
Fortune de l'association	43.513,44	46,7%	41.796,46	45,2%
Bénéfice	3.830,38	4,1%	1.716,98	1,9%
Total Fonds propres	47.343,82	50,9%	43.513,44	47,0%
Total PASSIFS	93.087,74	100,0%	92.538,06	100,0%